



Dire NON à la constitution pour donner une dernière chance à une Europe sociale, indépendante et démocratique.

« Tout passe par la capacité de la France de préserver ou d'acquérir la maîtrise de ses choix, de rester maîtresse de ses engagements. **Nous voulons une France libre dans une Europe indépendante.** »

FRANÇOIS MITTERRAND

« **L'abdication d'une démocratie** peut prendre deux formes, soit le **recours d'une dictature interne** (...), soit la **délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure.**»

PIERRE MENDES-FRANCE

« Les propagandistes du « oui » se réfugient dans l'incantation et la dénonciation. Ils agitent toutes les peurs. **Dire NON ouvrira d'abord la voie d'une Europe indépendante et solidaire, refondée dans la démocratie des nations.** (...) **Il n'y ni oui de gauche ni oui gaulliste ; il n'y a qu'un oui libéral** »

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

**CONTRAIREMENT AUX MENSONGES DU OUI, RELAYES MEDIATIQUEMENT,
LE 29 MAI, LE CHOIX N'EST PAS POUR OU CONTRE L'EUROPE MAIS
POUR OU CONTRE LE LIBÉRALISME ET LA SOUMISSION AUX ÉTATS-UNIS**

Cette constitution est dangereuse. Elle grave dans le marbre des règles qui nous handicapent depuis 20 ans. Avec cette Constitution, l'Europe

- 1. Tourne définitivement le dos** à toute politique en faveur de la croissance et de l'emploi : ses seuls objectifs sont l'inflation et un « marché ouvert où la concurrence est libre et non faussée » (Article I-6)
- 2. Impose des règles** monétaire et budgétaire absurdes (pacte de stabilité) **qui mettront plus encore en péril** les budgets sociaux et les systèmes de solidarité (retraites, sécurité sociale,)
- 3. Soumet les politiques d'aides publiques** nationales aux lois du marché et de la concurrence libre et non faussée (art III-167)
- 4. Met en danger le pacte républicain** en sapant la Laïcité (art II-70), en programmant la fin des services publics réduits à des services d'intérêt économique général (art II-96) soumis au marché
- 5. Empêche toute harmonisation fiscale et sociale** ce qui amplifiera les délocalisations et le chômage en France (art III-171, III-210.2a)
- 6. Rend impossible et soumet les coopérations renforcées** entre Etats à l'accord de la Commission de Bruxelles (art I-44, III-419). Avec ce traité, on ne pourrait plus faire l'Europe d'Ariane ou d'Airbus.
- 7. Impose que notre politique de défense soit soumise, via l'OTAN, aux Etats-Unis et à la logique impériale de Bush,** qui d'ailleurs soutient cette constitution... (art I-40, I-41)

Nous aimons l'Europe, mais pas celle-là. Dire NON sera la première étape pour construire l'Europe que nous voulons : une Europe

- ⇒ **sociale et humaine, avec d'autres objectifs que la concurrence** tels que le plein-emploi, une croissance partagée, la solidarité
- ⇒ **solidaire, avec un vrai gouvernement économique** pour une politique volontariste et durable de progrès social
- ⇒ **respectueuse des Nations et des peuples,** nous permettant par une **clause dérogatoire** de sauvegarder nos **Services Publics et la Laïcité**
- ⇒ **démocratique, remplaçant le citoyen et les Parlements élus** au cœur des décisions politiques. Assez de ces bureaucrates qui agissent au service de la finance !
- ⇒ **responsable, qui conditionne les aides financières** aux récents pays entrants à une mise à niveau plus acceptable de leur système social et fiscal
- ⇒ **ambitieuse, qui relance des grands projets** européens en favorisant des coopérations entre Nations volontaires.
- ⇒ **indépendante, avec une défense et une diplomatie autonome** au service d'un monde multipolaire plus pacifique et plus solidaire.

**POUR UNE AUTRE EUROPE
LE 29 MAI, VOTONS NON
A LA CONSTITUTION GISCARD**

« Si quelqu'un te trompe une fois, tu peux lui en vouloir. S'il te trompe une seconde fois, tu ne pourras t'en prendre qu'à toi-même »
Proverbe africain

Du côté du oui, depuis toujours, **c'est la même rengaine pour faire passer des traités toujours plus dangereux** : " Le précédent traité est mauvais. Dites oui à celui-là et demain on rase gratis ! "

Cette fois, nous devons dire NON et arrêter les dégats !

En 1992, on nous avait vendu l'Euro en nous promettant déjà la lune : plus de progrès social, plus de démocratie, plus d'égalité.

A l'arrivée, quel bilan pour l'Europe et la France ? : Croissance plus faible qu'ailleurs, précarité sociale sans précédent, droits sociaux et services publics en danger, chômage de masse, délocalisations, retraites et sécurité sociale sacrifiées, démocratie confisquée...

Et pourtant ! **Les tenants du oui nous chantent toujours le même refrain avec en plus la menace, la peur et le mensonge (voir plus bas)**

Que chacun compare les promesses d'hier et d'aujourd'hui à sa situation personnelle.

Celle-ci s'aggrave chaque jour justement à cause des **politiques menées et qui seront gravées dans la partie III de ce traité au lieu d'être modifiées.**

Au préalable, tordons le cou à une contre-vérité trop souvent répétée par le Maire de Sarcelles (et d'autres...) sur les « fonds européens ».

A l'entendre ça serait l'Europe de Bruxelles qui renoverait nos quartiers ! **La réalité, comme souvent avec lui, est toute autre !**

Ces fonds n'ont d'europeens que leur nom puisque ils proviennent des Etats, dont la France. Ainsi la France est l'un des cinq rares contributeurs nets (la France donne près de 4 Milliards d'Euros de plus qu'elle ne reçoit).

Cet argent, qui revient dans nos quartiers, est donc le notre, pas celui de Bruxelles !

Voter oui n'empêchera pas nos quartiers de ne plus en bénéficier! La commission a déjà prévu de réserver ces fonds aux pays de l'Est. **Par contre voter non nous permettra de renégocier les conditions d'attributions de ces fonds européens** parce que la France est le deuxième participant au budget de l'Union Européenne.

Le camp du oui aime dire que voter non reviendrait à se tirer une balle dans le pied. **En réponse, nous leur disons que voter oui reviendra à se tirer une balle dans la tête !**

Citations à méditer de ces partisans du oui de droite et de « gauche » (compatibles selon Jospin).

EUROPE SOCIALE : ILS NOUS PROMETTAIENT DEJA LA LUNE EN 1992, COMME AUJOURD'HUI !

Michel Rocard (oui PS), sept 1992 : « Le traité de Maëstricht est le premier traité européen qui comporte un grand volet social (...), l'essentiel, c'est de commencer » (on attend toujours... !)

François Hollande et Jean-François Copé (oui PS et UMP compatibles), 2005 : « ce texte ne comporte que des avancées et aucun recul » (le droit de grève accordé aux employeurs est sûrement une grande avancée !!)

EMPLOI, CROISSANCE

Michel Sapin, (oui PS), septembre 1992 : « Pour la France, l'Euro c'est la voie royale pour lutter contre le chômage » (aujourd'hui, c'est plutôt l'impasse !)

Ernest Antoine Seillière (oui patronal), président du MEDEF, oct. 2004 : « La constitution représente un pas pour l'emploi et pour la croissance » (en interdisant toute harmonisation sociale et fiscale, Monsieur le Baron ?)

SOUVERAINETE POPULAIRE

Alain Juppé, (oui UMP), mai 1992, Assemblée Nationale : « Ce traité [Maastricht] permet-il de faire l'Europe sans défaire la France ? Depuis le début, ma réponse n'a pas varié : c'est oui »

Alain Juppé (le même ?), avril 1992, F3 : « Les accords de Maastricht permettent-ils de faire l'Europe sans défaire la France ? Je dis qu'il y a doute. » (Juppé avait du mal en 1992, comme Delors sur le plan B en 2005)

Rudolf van Thadden, juin 2001 : « **Pour faire l'Europe, il faut défaire un peu la France** »

CONCURRENCE – DELOCALISATION

José Manuel Baroso, pdt de la Commission de Bruxelles, fév. 2005 : « Les délocalisations sont des décisions que les entreprises peuvent et doivent prendre » (On comprend mieux pourquoi on lui demande de se taire !)

Danata Hubner, commissaire européenne polonaise, fév. 2005 : « **Ce que nous devons faire, c'est favoriser les délocalisations au sein de l'Europe** »

AURAIENT-ILS PEUR DE LA REPONSE DES FRANÇAIS ? DEMOCRATIE SOUS KONTROLE ?

Dominique Strauss-Kahn, (oui PS), janv. 2005 : « **Ce référendum est une connerie.** Nous avons fait la connerie de le demander et Jacques Chirac a fait la connerie de le convoquer » (pourquoi donc ?)

Nicolas Sarkozy, (oui UMP), mars 2005 : « **Les Français n'ont pas le droit de dire Non** »